

Singulier — pluriel —

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

Déposé le 07/10/2025

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



LA FSU DANS TOUS LES COMBATS ...



« Indignons-nous », le 10/09, devant la gare de Valence.



Les Rosies face au déploiement exagéré de forces de police le 18/09 à Valence.

SOMMAIRE :

- p.1 : Les combats de la FSU26
- p.2 : Edito - 8 et 10 septembre
- p.3 : 18/09 et 2/10 pour un autre budget
- p.4 : Palestine - Sarko - Parvis cathédrale
- p.5 : 20/09 pour la paix - Femmes
- p.6 : 80 ans de la sécu - 14/10 pour les LP
- p.7 : Lutter contre le racisme
- p.8 : Stage FSU public/privé et autres rdv



Beaucoup de monde le 18/09 à Montélimar.



A Romans, sous la Canopée...



Dans les rues de Valence...

... le 2 octobre, pour un budget de justice sociale, fiscale et écologique !



Une rentrée inédite

Une fois n'est pas coutume, la rentrée a été, d'un certain point de vue, un peu différente des dernières années. Certes, il manque des enseignant-es face aux élèves, l'ensemble des services publics est à l'os et ne fonctionne que par le sens du devoir et du bien commun des agentes et agents, à tel point que même le ministère n'ose plus se vanter d'une rentrée « techniquement réussie ».

Il faut dire que Bayrou a permis, pendant l'été, d'élargir une prise de conscience nécessaire face aux abus incessants des capitalistes. Demander, en « bon père de famille », des efforts supplémentaires à la population en proposant la suppression de deux jours fériés, en gelant les salaires, en doublant les franchises médicales a donc pu préparer une réaction populaire d'envergure au mois de septembre, d'autant plus qu'un rapport sénatorial prouve que l'État gaspille 211 milliards d'euros pour combler les ultra-riches qui ne paient pas d'impôts.

Alors qu'il est toujours très difficile de mobiliser aux premiers jours de la reprise, une profonde colère s'est exprimée par des actions citoyennes, des rassemblements, des grèves suivies et des manifestations dès le 10 septembre puis, à l'appel d'une intersyndicale complète, les 18 septembre et le 2 octobre.

Si la mobilisation a été moindre jeudi dernier, il faut retenir que le mouvement social s'installe dans une séquence d'instabilité politique qui peut nous servir pour imposer le progrès social.

Une contre-attaque immédiate

Preuve en est, les puissants de toutes sortes n'ont pas tardé à réagir. Macron nomme son dernier fidèle pour imposer le budget concocté par Bayrou mais Lecornu reconnaît lui-même qu'il est « le Premier Ministre le plus faible de la V^{ème} République. La taxe Zucman devient un emblème de début d'équilibre fiscal alors Bernard Arnaud calomnie immédiatement l'universitaire reconnu qui l'a conçue. Les travailleuses et travailleurs sont dans la rue pour exiger la justice sociale donc le MEDEF organise un meeting pour le maintien des cadeaux fiscaux qui ont engraisé les actionnaires du CAC 40.

Par ailleurs, la collusion entre les milieux d'affaires, le haut-patronat et les dirigeant-es politiques de droite et extrême-droite se renforce. La volonté d'imposer une idéologie réactionnaire et libertarienne est de plus en plus à l'œuvre. Les Bolloré, Arnaud, Saadé rachètent et s'échangent les principaux médias et, avec la complicité des gouvernements macroniens, participent à la destruction de l'audiovisuel public. Stérin poursuit son travail de sape dans les milieux culturels mais aussi dans l'éducation. Enfin, les réactions outrancières contre la Justice à l'annonce de la condamnation de Nicolas Sarkozy ont également confirmé que les privilégié-es exècrent toute velléité d'égalité entre les classes sociales.

Poursuivre l'élan social

Nous avons établi un rapport de force qui effraie. Même si c'est difficile, même si la situation est pesante voire angoissante, il faut absolument le renforcer. En se syndiquant et en syndiquant nos collègues, en investissant toutes les instances de discussions et de débats, dans les réunions professionnelles et dans les collectifs de travail, dans les milieux associatifs, en famille, entre amis, partout et par tous les moyens, nous devons convaincre de la nécessité d'une justice sociale, fiscale et environnementale, y compris en continuant les actions de grève et de manifestations.

C'est ainsi que nous avons gagné augmentations de salaires, congés payés et sécurité sociale ; c'est ainsi que nous obtiendrons de nouveaux conquies sociaux.

*Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,
co-secrétaires départementaux de la FSU26.*

8 et 10 SEPTEMBRE : UNE MOBILISATION CITOYENNE

Les annonces budgétaires de Bayrou, en juillet dernier, ont provoqué une réaction quasi immédiate. Il s'agissait de construire un mouvement de blocage, un peu à l'image des Gilets Jaunes. Si l'Extrême Droite a essayé de récupérer cette colère, elle a vite été éjectée des différents collectifs organisateurs.

C'est pourquoi la FSU a pris ses responsabilités en s'associant, là où c'était possible, à ce mouvement citoyen. Elle a été bien visible lors des « pots de départs » de Bayrou le 8 septembre et plus encore lors de la journée d'actions citoyennes du 10. Il faut dire que la nomination à Matignon de Sébastien Lecornu, ministre de tous les gouvernements de Macron, a confirmé la décision de la FSU 26 d'appeler à la mobilisation citoyenne.

Ces actions ont permis de préparer les journées de grève et de manifestations intersyndicales qui ont suivies. Elles ont également permis de mettre le pouvoir aux abois : jamais il n'avait été aussi pénible, pour les organisations syndicales, d'organiser une manifestation dans la Drôme ; jamais autant de forces de l'ordre n'avaient été déployées dans les rues de Valence depuis la grande manif décentralisée des Gilets Jaunes.

La FSU déplore l'usage d'un tel maintien de l'ordre qui renforce l'impression d'une dérive autoritaire du pouvoir.



18 SEPTEMBRE et 2 OCTOBRE : EN GRÈVE POUR UN AUTRE BUDGET

Le 15 juillet dernier, François Bayrou, premier Ministre, présentait les axes d'un budget d'une brutalité sans précédent.

Après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme des retraites, sans tenir compte des aspirations des travailleuses et travailleurs comme de l'évolution du monde du travail, **le gouvernement nous annonçait à nouveau une litanie de mesures brutales, injustes et inefficaces !**

Citons la suppression de deux jours fériés, des coupes dans les services publics, la remise en cause du droit du travail, une énième réforme de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales et celui des salaires des fonctionnaires comme des contractuel-le-s, la désindexation des pensions de retraites, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5^{ème} semaine de congés payés...

Le gouvernement a choisi de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraité-es, les malades!

Il est temps de reposer la question :

- des entreprises qui continuent à percevoir chaque année **211 milliards d'euros d'aides publiques**, sans transparence, ni évaluation, et surtout **sans conditionner ces aides** à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales.
- **des dividendes records**, surtout, en cas de licenciements ou délocalisations,
- de la justice fiscale concernant **les hauts revenus qui échappent à toute contribution réelle.**

Et tout cela alors que des rapports récents montrent l'indécence de cette situation au vu de l'explosion des inégalités et du nombre dramatique de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté !

Le problème de la dette, c'est d'abord le manque de recettes !

Il est temps d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité, la contribution des hauts revenus ou des patrimoines et la légitimité de l'optimisation fiscale !

Pas question que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraité-es qui payent la facture, à la fois financièrement, mais aussi dans une flexibilité encore intensifiée !

L'ensemble des organisations syndicales appelle à refuser ce musée des horreurs, à défendre ensemble notre modèle social et la dignité au travail.

Ce que nous attendons, c'est un projet respectueux pour le Pays, porteur d'espoir et de justice !

Depuis ce texte de la pétition intersyndicale de l'été 2025 sur le budget Bayrou, aucun geste n'a été fait en direction des travailleurs et travailleuses, des retraité-es, des demandeurs et demandeuses d'emploi, des jeunes, des précaires !

Lecornu n'est là que pour poursuivre la casse des plus fragiles pour enrichir quelques nantis. La pression doit monter par des blocages économiques. La FSU continuera d'appeler à se mobiliser massivement par la grève dans la fonction publique et à soutenir les actions visant le capital. Elle continue de porter un projet juste avec des choix budgétaires différents.



URGENCE POUR LA
PROTECTION DES
MEMBRES DE LA



Dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 octobre, les forces navales israéliennes ont commencé à arraisonner les bateaux de la « **global sumud flotilla** » qui naviguaient vers les eaux palestiniennes.

Cette initiative citoyenne humanitaire de solidarité a pour objectif de briser le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza.

A son bord se trouvent des citoyen·nes de nombreux pays, dont des syndicalistes.

La FSU rappelle que cette initiative pacifique s'inscrit dans un mouvement international qui s'est fixé pour but de faire entrer de l'aide humanitaire sur ce territoire palestinien bombardé depuis deux ans. Il s'agit de pallier le refus de l'État israélien de se conformer aux ordonnances de la Cour Internationale de justice lui intimant d'œuvrer à la protection des civils gazaouis.

La FSU apporte son plein soutien aux militant·es engagé·es dans cette action.

Elle condamne toute tentative d'obstruction et de criminalisation de la flottille et appelle au respect des droits des citoyen·nes engagé·es. Elle exige du gouvernement français et des autorités européennes que tout soit mis en œuvre pour protéger la flottille et obtenir la libération immédiate des militant·es arrêté·es.

La FSU rappelle que face à un État israélien qui bafoue le droit international, commet des crimes de guerre, mène une guerre génocidaire, il faut d'urgence des sanctions diplomatiques et imposer un embargo sur les ventes d'armes.

Elle appelle à se joindre aux mobilisations de solidarité avec la flottille qui sont organisées partout en France et à investir massivement les mobilisations tous les samedis à Romans (11h, Canopée) et Valence (11h, Place Porte-Neuve) pour une paix juste et durable et l'arrêt du génocide, assorti de sanctions contre l'État d'Israël.

AFFAIRE SARKOZY : respecter les juridictions pour respecter l'Etat de droit !

Les juges appliquent la loi votée par le Parlement et l'article 64 de la Constitution fait du président de la République le garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.

Il est particulièrement choquant que N. Sarkozy, ancien président de la République, attaque des magistrats.

En les ciblant, il les expose. Ainsi, la présidente du tribunal l'ayant jugé, au sein d'une formation collégiale, a reçu des menaces de mort et est désormais placée sous protection policière.

Rappelons que l'année dernière, 90 % des peines de plus de vingt-quatre mois ont été exécutées immédiatement.

Or, N. Sarkozy est condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme. Et le délai prévu pour l'exécution du mandat de dépôt est un régime de faveur, dont ne bénéficient généralement pas les condamnés.

Il est particulièrement hypocrite que des hommes et femmes politiques qui réclament à longueur de journée de la fermeté demandent pour eux-mêmes des exemptions et des passe-droits.



Scandale archéologique sur le parvis de la cathédrale de Valence : l'austérité rase notre passé !

Des travaux d'aménagement du parvis de la cathédrale de Valence commenceront au mois d'octobre, en dérogeant au Code du patrimoine !

La parcelle impactée par ces travaux d'aménagement recèle des vestiges exceptionnels, témoignage de l'occupation de Valence à l'époque romaine et médiévale : un baptistère du Ve siècle qui s'agrandit pour devenir au XIIe siècle l'église canoniale. Il est possible d'y retrouver des tombes de personnages « importants » ayant fait le choix de se faire enterrer à proximité ou à l'intérieur du lieu de culte chrétien comme cela se pratiquait au Moyen Âge.

Les travaux vont détruire ces vestiges.

Le directeur régional des affaires culturelles (DRAC) a décidé de prendre des libertés avec le Code du patrimoine et intimé à ses services de ne pas prescrire d'opération archéologique avant le début des travaux.

C'est une énième attaque contre l'archéologie préventive !

Avec la baisse des budgets et la logique d'austérité, l'archéologie est dans le viseur : on fait des économies rapides en sacrifiant irrémédiablement notre patrimoine.

**Nous, archéologues d'Auvergne-Rhône-Alpes :
EXIGEONS LE RESPECT DE LA LOI ET L'ARRÊT DU PROJET JUSQU'À CE QUE
DES FOUILLES SOIENT MENÉES !**

Après Valence, où sera le prochain massacre ?

**Pour sauver le patrimoine culturel
valentinois, exiger le respect du
Code du Patrimoine et nous soutenir,
signez la pétition suivante :
<https://chnng.it/TtJfS4Qx6T>**



Le 20 septembre, la FSU s'associait à la journée internationale pour la paix et aux initiatives du mouvement pour la paix dont elle est membre.

A Valence, une interorga (*Le Mouvement de la Paix, Amitié Palestine Solidarité, MRap, CGT, FSU, CNT, LFI, NPA, Les Ecologistes, PCF*) organisait une agora sur le thème « **Comment construire ensemble un monde de justice, de solidarité, de fraternité et de paix ?** » et une manifestation.

Extrait des textes du congrès : « Faire face à un monde en guerre... »

La situation géopolitique internationale reste dominée par les États-Unis et la Chine [...]. À la différence de la guerre froide, ce conflit larvé a pour particularité un degré très élevé d'interdépendance lié au libéralisme économique mondial.

L'hégémonie des États-Unis s'est vue affaiblie par des crises politiques et institutionnelles successives ; leurs anciens alliés, dont la France et ses partenaires européens, doivent aujourd'hui réinventer leur rôle dans le monde.

Ce déclin relatif des États-Unis et la montée en puissance inachevée de la Chine ont ouvert un espace dans lequel des puissances secondaires choisissent de jouer un rôle significatif [...] (Russie, Turquie, Brésil, Iran, Arabie saoudite...). Ainsi, la guerre que la Russie a déclenchée contre l'Ukraine est avant tout l'aboutissement d'un projet néo-impérial russe qui vise à restaurer les frontières de son ancien empire et dans lequel l'Ukraine serait amenée à disparaître. Les guerres au Moyen-Orient sont une autre illustration d'un usage accru de la force au détriment du droit international et de la liberté des peuples. Ceci s'accompagne d'un affaiblissement de l'ONU [...].

La situation géopolitique actuelle, conjuguée aux multiples crises qui s'articulent (*écologique, économique, sociale, démocratique, agricole...*), entraîne une militarisation du monde et une menace nucléaire réactivée couplée à des velléités bellicistes de la part de dirigeants mondiaux qui met en péril l'humanité [...]. Les dépenses militaires - plus de 2 400 milliards de dollars en 2023 - se font au détriment de la satisfaction des besoins des peuples.

La FSU appelle de ses vœux une dynamique unitaire en faveur de la paix et réaffirme sa volonté de lutter pour un monde de justice, de solidarité et de paix, respectueux des droits humains et de la planète.

La FSU demande l'arrêt des ventes d'armes qui alimentent les conflits en cours.



LUTTES POUR LES DROITS DES FEMMES



80^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



Comité de Romans / Bourg-de-Péage / Royans / Vercors

Nous vous invitons à participer à la commémoration
du 80^e anniversaire de la Sécurité Sociale

VENDREDI 24 OCTOBRE 2025 à 20 H

Salle Jean Vilar - rue Giraud - 26100 ROMANS-sur-ISÈRE

Une pièce de théâtre retraçant la vie et l'œuvre d'**Ambroise Croizat**, Ministre communiste des travailleurs et créateur de la Sécurité Sociale

**"Quand Élisabeth CROIZAT AMBROISE
et les autres..."**

sera présentée par Élisabeth FÉRY dans le cadre d'un récit documentaire théâtralisé et nous amènera sur scène dans une épopée :

- l'homme public et sa vie commune
- son chemin, ses motivations
- notre émancipation, la justice sociale...

Avec la participation de **Pierre CAILLAUD-CROIZAT**, petit-fils d'Ambroise CROIZAT

Un débat suivra pour approfondir les conditions de la création de la Sécurité Sociale, issue du CNR (Conseil National de la Résistance) le 4 octobre 1945, en lien avec l'avenir et les propositions pour reconquérir une Sécurité Sociale solidaire et intégrale, selon le principe :

**"Chacun cotise selon ses moyens
et reçoit selon ses besoins".**

Tarifs : Étudiants **5€**
Prévente **10€**
Sur place **15€**

ANACR Comité de Romans / Bourg-de-Péage / Royans / Vercors > anacr.romans@gmail.com
USR-CGT 26 > uscrcgt26@gmail.com • PCF 26 > pcf.26@orange.fr • FSU 26 > fsu26@fsu.fr



Vendredi 24 octobre à 20h

Théâtre Jean Vilar

à Romans-sur-Isère.

En cette fin d'année 2025, on commémore les **80 ans de la Sécurité Sociale**, menacée continûment par les appétits des vautours néo-libéraux.

Fêter cet anniversaire ne suffit pas, il faut aussi **se battre pour un autre projet de Sécu**, universel et financé (à l'image de notre mandat FSU du « 100% Sécu »).

C'est pourquoi, la FSU 26 vous invite à participer à la **soirée théâtrale du 24 octobre à Romans consacrée à Ambroise Croizat**, suivie d'un débat en présence de son petit-fils et d'animateurs départementaux de la CGT, de l'ANACR, de la FSU et du PCF.

- Billets en vente auprès de la FSU (Amélie ou Jean-Louis) : 10 €uros en prévente ou 15 €uros sur place. -

LYCÉES PROS, IL Y A URGENCE : MOBILISATION LE 14/10 !

Les conditions d'études et de travail continuent de se dégrader d'année en année dans les lycées professionnels. Le manque de moyens et les réformes qui s'accumulent empêchent les établissements de remplir correctement leur mission de formation et d'émancipation de la jeunesse.

FSU, CGT Educ'action, SE-UNSA, CFDT Education Formation Recherche Publiques, SNALC, SUD éducation, CNT-FTE demandent un changement de cap pour les lycées pros avec un véritable dialogue social et exigent :

- l'abandon de tout parcours qui se fait au détriment des enseignements (abrogation du parcours personnalisé) ;
- le rétablissement des examens de bac pro sur la seconde quinzaine de juin dès cette année ;
- un plan d'urgence pour les lycées professionnels publics répondant aux besoins des élèves : ouvertures de formations de CAP et bac pro, création des postes nécessaires (PLP, CPE, AESH, AED...), rénovation du bâti scolaire, notamment des ateliers.

Elles appellent à se mobiliser par la grève et les manifestations le MARDI 14 OCTOBRE :

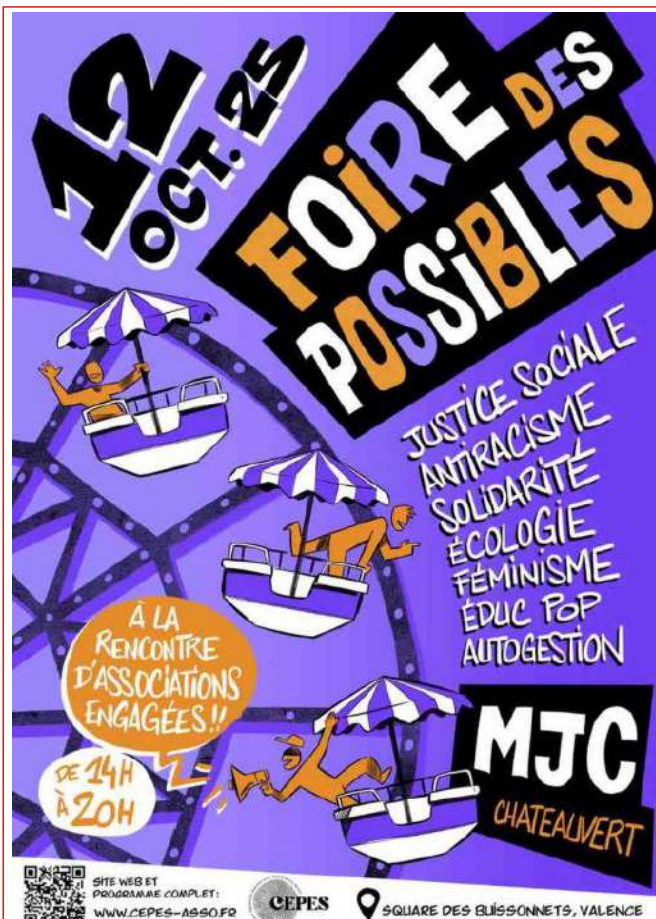
RASSEMBLEMENT à GRENOBLE devant le Rectorat à 14h .

Aujourd'hui plus que toujours, la tolérance, le vivre-ensemble et la solidarité doivent être défendus avec force contre des extrême-droites qui n'en finissent plus de se décomplexer. Les medias Bolloré véhiculent des messages nauséabonds bien loin de ce que vivent et ressentent les citoyen·nes français·es qui connaissent la richesse des différences. Dans le même temps, l'arsenal législatif est plus répressif contre les étrangers pour appuyer cette fausse théorie du lien migrant·es/délinquance.

Pour la FSU 26, il faut soutenir les initiatives locales qui tendent à rassembler plutôt que diviser.

Par exemple, **dimanche 12 octobre à Valence** ou **samedi 18 octobre à Romans**.

Bravo pour ces initiatives qui méritent d'être partagées massivement.



En mai 2026, stage FSU 07 et 26 avec Ugo Palheta, sociologue des inégalités (de classe, de genre et de race), des trajectoires scolaires et socioprofessionnelles des jeunes appartenant aux classes populaires, des transformations contemporaines du système d'enseignement, des mécanismes de disqualification des classes populaires et les résistances qu'ils suscitent.

Et le racisme au travail ? On en parle ?

Les derniers chiffres du défenseur des droits nous indiquent qu'année après année, les statistiques sur les discriminations en raison de l'origine réelle ou supposée restent très élevées. Dans son baromètre il indique que plus de la moitié des saisines reçues par l'institution en matière de discriminations liées à l'origine se sont déroulées dans la sphère professionnelle. Les analyses de l'INSEE montrent que la discrimination raciale à l'embauche est massive en particulier contre les candidats issus de l'immigration.

LE LIEU DE TRAVAIL EST AVANT TOUT UN ESPACE D'ÉGALITÉ ET D'INCLUSION

AGISSONS ENSEMBLE !

✓ **POUR UN TRAVAIL SANS DISCRIMINATION !**

✓ **POUR PLUS DE JUSTICE, D'ÉGALITÉ ET D'INCLUSION !**

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

— STAGE SYNDICAL —

LE POUZIN, SALLE EDITH PIAF

JEUDI 27 NOVEMBRE 2025

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

**Combattre les
politiques publiques
qui favorisent
l'enseignement privé !**



Fabienne Federini, docteure en sociologie, est spécialiste des questions éducatives et des politiques publiques relatives aux publics et territoires prioritaires au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Grégory Frackowiak, secrétaire national du SNES-FSU, chargé de la politique scolaire et de la laïcité.



PROGRAMME

Public / Privé, c'est quoi ?

(histoire, fonctionnement, contrat / hors-contrat, actualité...)

Enjeux et concurrence

(séparatisme social et scolaire, financement Public vs Privé...)

Action

Comment agir pour défendre le service public d'éducation ?
(au quotidien, en collectif, dans les instances ...)

INSCRIPTION Tous les personnels, syndiqué-es ou non, ont droit à **12 jours** de formation syndicale par an sur le temps de service.

Vous serez donc payé-e et n'aurez rien à rattraper.

Demande d'autorisation d'absence à télécharger et transmettre **avant le 26 octobre** pour qu'elle soit de droit.

Inscription sur fsu07@fsu.fr ou



Autres stages FSU 26 à noter :

26 février : Usages du numérique et IA

À la MDS de Valence, avec Edouard Piély (journaliste), Christophe Cailleaux ou Amélie Hart (SNES) et Florence Maraninchi (UGA)

Date et lieu à venir : Scolariser les enfants migrants

19 mars : Féminisme au travail - MDS de Valence

Avec Léane Alestra (essayiste et journaliste)

Date et lieu à venir : La sécu et la PSC

Avec Christophe Prudhomme (urgentiste CGT) et Marie-Laurence Moros (SNES)

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SUI - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUTER - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats
17, rue G. Bizet 26000 Valence
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr

